

# Fin des visas Cematic: Les dignitaires de l'Afrique centrale ont validé la libre circulation des personnes et des biens

Par Mutations



**Pierre Moussa le président de la Commission de la Cematic avait pris place le premier dans » l'auditorium ».** C'est une grande salle en forme d'amphithéâtre. Elle est logée au Palais de la Rénovation, le siège de la présidence de la République situé au Boulevard de bord de mer à Libreville.

Le président de la Commission a été aussitôt rejoint par le maître des lieux, Ali Bongo Ondimba, le chef de l'Etat gabonais et président en exercice de la Cematic. Il lui reviendra alors de prononcer son discours et d'ouvrir des travaux de la conférence des chefs d'Etat de la Cematic le 05 mai dernier.

L'ambiance du jour n'est pas des plus détendues. Le président Idriss Deby Itno souriant en d'autres circonstances, déride à peine son visage. Il lève néanmoins sa main pour saluer la foule bigarrée venue l'acclamer. Il a revêtu la traditionnelle tenue nationale du Tchad: boubou immaculé, bonnet et chéchia de même couleur blanche.

Feront ensuite leur entrée, les présidents Denis Sassou-Nguesso du Congo, Obiang Nguema de Guinée Équatoriale.

Mme Catherine Sanga-Panza ne pouvant effectuer le déplacement de Libreville en raison du forum pour la réconciliation nationale qui se tient dans son pays, elle a dépêché à ce sommet son Premier ministre Mahamat Kamoun. Ce « bleu » des rencontres de ce niveau parvenait à peine à dissimuler son embarras de se retrouver là. Ancien directeur général des Impôts sous Bozizé, puis ministre des Finances sous Samba-Panza, son baptême de feu brusque n'aura pas été des plus reluisants.

En effet, Denis Sassou-Nguesso ne cachait pas son irritation de constater que c'est toujours les mêmes qui se retrouvent quand il faut penser les problèmes de la sous-région. À peine regardait-il Ayang Luc qu'il avait déjà croisé à l'ouverture du forum pour la réconciliation de la Rca à Bangui et à qui le chef de l'Etat du Cameroun avait demandé de poursuivre son voyage à Libreville afin de le représenter à la conférence de chef d'Etat de la Cemac.

Un conseiller du chef de l'Etat du Congo traduit en aparté le courroux de son chef: « Les absences de certains (sic) à nos rencontres ne me gênent pas. Mais il faudrait que ceux qui sont chargés de les représenter, disposent au moins d'un vrai mandat... ». On n'a pas besoin d'un dessin pour identifier ces absents aux représentants sans mandat dont parle Sassou-Nguesso.

Il était 12h lorsque les quatre chefs d'Etat et les deux représentants du Cameroun et de la Centrafrique s'enferment à l'auditorium du Palais de la Rénovation. Aucune nouvelle ne filtre de leurs débats. Il est 17h lorsque le Chef de l'Etat du Tchad sort de ce conclave. Il ne dit mot à la presse. Il s'engouffre dans sa limousine, direction aéroport Léon Mba de Libreville. Obiang Nguema lui emboîte le pas quelque minute après. Le reste des membres du huis clos sortira de la même façon. Il n'y aura ni la traditionnelle conférence de presse, ni la lecture du communiqué final sanctionnant la fin des travaux des chefs d'Etat.

Celui-ci sera rédigé presque à l'emporte-pièce en début de soirée et lu sur les ondes de la radio et télé nationale du Gabon avant d'être publié sur le site de la présidence de la République.

Après ces départs un peu à la « sauve qui peut », les commissaires du gouvernement de la Cemac distillent à leur tour quelques informations sur le climat ayant sous-tendu les discussions des chefs d'Etat.

On apprendra ainsi que le président Ali Bongo voulait conserver définitivement le siège de la Cemac à Libreville. La Commission avait été en effet délocalisée de Libreville suite à la guerre qui sévissait en Rca. Pendant ses deux ans d'exil au bord de mer, le gouvernement de la Commission occupait l'immeuble de « Gabon Telecom ». Or depuis six ans, cet immeuble

était devenu par achat la propriété du Maroc. Obiang Nguema s'est offert de loger la Commission à Malabo. Un de ses ministres de justifier: « Nous avons des immeubles inoccupés...Nous les offrons sans contrepartie à la Cemac », a-t-il révélé.

Tout le monde voyait le Cameroun en position d'arbitre, mais il ne s'est pas prononcé, Ayang Luc n'ayant reçu aucun mandat pour postuler à héberger la Cemac.

L'information la plus éclatante est celle qui apparaîtra dans le communiqué de presse que les chefs d'Etat ont autorisé Pierre Moussa à publier: « les chefs d'Etat de la Communauté économique et monétaire ont décidé d'autoriser immédiatement la libre circulation des citoyens de la sous-région dans les six pays de la CEMAC ». ...

La Conférence a décidé de l'application immédiate de l'Acte additionnel y relatif sur l'ensemble du territoire de la Cemac. A cet effet, « les ressortissants des pays de la Cemac sont autorisés à circuler sans visa, à l'intérieur du territoire communautaire, munis soit de la carte d'identité biométrique, soit du passeport biométrique, soit du passeport CEMAC biométrique homologué », a précisé le communiqué du 12ème sommet des chefs d'Etat de la CEMAC tenu en présence de 4 des 6 chefs d'Etat des pays membres.

Nous croyons que cette fois, ce ne sera plus le gag d'il y a deux ans. Dans la même salle de conférence de l'hôtel le Nomade à Libreville, Pierre Moussa alors fraîchement désigné à la tête de la Commission, il avait annoncé la même « libre circulation » des hommes et des biens dans le territoire de la Cemac. Il fut corrigé le lendemain par les chefs d'Etat du Gabon et de Guinée Équatoriale. We can wait for see !